

Manifeste pour la forêt

Les quatre « Marches pour la forêt » à l'initiative des personnels forestiers de l'Office National des Forêts et soutenue par le monde associatif et environnemental sont arrivées le 24 octobre à Cérilly en forêt de Tronçais dans l'Allier, symbole des forêts de chêne prestigieuses héritées de Colbert. Le but de cette marche était d'alerter l'opinion sur la disparition pure et simple du service public des forêts qu'est l'Office National des Forêts, en voie de privatisation, et contre l'industrialisation de la forêt et ses conséquences néfastes sur la qualité de la gestion et la dégradation de l'environnement.

Le 25 octobre, des centaines de forestiers, d'associatifs et de citoyens sensibilisés se sont réunis lors de forums et débats afin de promouvoir un manifeste en faveur d'une meilleure gestion de la forêt et de ses écosystèmes alors que le climat s'emballe et que la biodiversité s'effondre.

UN BUT : faire converger les énergies déployées, localement ou nationalement, pour défendre la forêt et les services considérables qu'elle rend à tous, indépendamment de la production de bois. Ces derniers (stockage du CO2 atmosphérique, rétention et filtration de l'eau, biodiversité végétale et animale, protection des sols en montagne, récréation et santé) représentent d'ailleurs une valeur pour la collectivité estimée à plus de 3 fois la valeur de sa production de bois.

EELV a depuis longtemps alerté les gouvernements successifs sur ces évolutions, aujourd'hui accentuées par le plan Forêt Bois National. Nous partageons l'idée qu'une autre gestion de la forêt est possible, plus écologique et essentielle pour la préservation du rôle central qu'elle joue dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Nous appelons tous les citoyens, et en particulier la jeunesse à partager ce cri d'alarme et d'espoir en faveur d'une forêt riche et préservée.

Pour EELV, de nombreuses initiatives sont nécessaires pour orienter la politique forestière vers une gestion qualitative et préservant le long terme.

- La production biologique est répartie sur l'ensemble des forêts nationales, mais plus de 30 % de ces forêts ne sont pas ou peu exploitables selon l'IGN et l'UICN (montagne, milieux sensibles, morcellement, nature des produits, niveau de prix, volonté des propriétaires). De plus, la quasi-totalité des stocks acquis ces dernières décennies est en forêt privée. La mobilisation supplémentaire ne doit pas se faire dans les forêts déjà à flux tendu que sont les forêts publiques.
- La politique de développement du bois-énergie doit être encadrée à la fois dans la prospective (véritable connaissance de la ressource, efficacité, bilan carbone global) et dans l'exécution (chartes régionales, traçabilité, certification, politique de subventionnement).
- L'ONF doit pouvoir exercer des missions régaliennes (gestion durable et surveillance des forêts de l'Etat et des collectivités, péréquation entre forêts pauvres et riches, police de la nature, recherche, accueil et éducation) avec un vrai budget Ministériel indépendant des ventes de bois ou de services commerciaux.
- Il faut mettre en place des certifications plus exigeantes permettant d'engager des sylvicultures plus résilientes et bénéficiant à la biodiversité.
- Enfin, des outils existent pour peser aussi bien sur la qualité de la gestion à travers la fiscalité, les politiques de subventionnement, la réglementation que sur l'investissement

dans la filière-bois afin de valoriser au mieux les bois indigènes et limiter le déficit commercial du secteur bois.

C'est pourquoi EELV apporte son soutien au manifeste pour la forêt adopté ce jour par l'assemblée de la marche, l'intersyndicale de l'ONF et 12 ONG* qui ont soutenu l'initiative.

Pour consulter le manifeste :

<http://ecologie-nature.eelv.fr/files/2018/10/Manifeste-de-Tronçais.pdf>

Pour consulter les propositions des écologistes sur la forêt, suivre le lien :

https://ecologie-nature.eelv.fr/wp-content/blogs.dir/293/files/2015/09/LivretA5_forets_ete2015_BD_OK.pdf

- **SIGNATAIRES :**

Les syndicats forestiers membres de l'intersyndicale de l'ONF, Les Amis de la Terre, Global Forest Coalition, France Nature Environnement, Action Nature Rewilding France, la Ligue pour la Protection des Oiseaux, Humanité et Biodiversité, Greenpeace, Agir pour l'Environnement, Forêt citoyenne, le Réseau pour les Alternatives Forestières, SOS Forêt France.